

La lettre du SNUipp Isère

Lundi 1er décembre 2008

Merci de communiquer cette information à l'ensemble des collègues de l'école

Ne répondez jamais directement à ces messages, mais à snu38@snuipp.fr.

- **RASED : toujours entre confusion et mépris**
- **Évaluation à l'école primaire : une concurrence « contrôlée » des écoles ?**

■ RASED : toujours entre confusion et mépris

Dans un courrier adressé à un député de Charentes, Xavier Darcos tente de justifier la mesure de suppression des 3000 postes d'enseignants spécialisés des RASED.

En particulier, il annonce sans aucune concertation un « plan national de formation des enseignants au traitement de la difficulté scolaire ». 40 000 enseignants des écoles actuellement non spécialisés seraient ainsi concernés en 5 ans et pourraient devenir, selon le ministre, des maîtres-ressources dans ce domaine. Difficile d'y croire, cependant, quand la formation continue des enseignants est véritablement sinistrée, les stages étant souvent les premières victimes du manque de moyens dans les académies, et que, de surcroît, l'avenir des formations spécialisées est plus qu'incertain dans le cadre de la réforme de la formation des enseignants.

Le même courrier précise, autre nouveauté, que les maîtres spécialisés encore structurés en RASED (c'est-à-dire ceux qui auront échappé au premier plan de suppressions) verraient leur action « réinvestie spécifiquement pour intervenir sur les difficultés comportementales et psychologiques des élèves ». Ainsi donc, la prévention, la remédiation... ne feraient plus partie des missions de ces nouveaux « RASED ». Mais quelle serait alors la formation de ces personnels ? Et que deviendraient les dispositifs actuels (CLIS, ITEP) dont la mission est précisément de prendre en charge les troubles du comportement et les difficultés psychologiques de certains élèves ?

Ce document, daté du 26 novembre, alors même que la pétition « sauvons les RASED » se rapprochait du cap des 200 000 signatures, semble traduire une certaine fébrilité chez le ministre de l'Éducation Nationale, après le puissant mouvement de grève du 20 novembre. Il est en difficulté pour expliquer vouloir à la fois « lutter contre l'échec scolaire » et supprimer les dispositifs qui avaient pour mission de le faire.

Le SNUipp appelle à multiplier les rencontres et les actions avec les parents, à participer au rassemblement le 3 décembre lors de la remise des 200 000 signatures, et à la journée du 10 décembre.

Le SNUipp demande que s'ouvrent de véritables négociations et que cessent les annonces de mesures incohérentes et unilatérales. Il rappelle qu'il portera, lors des discussions à venir, l'exigence du maintien et du développement des postes de RASED.

Communiqué de presse – SNUipp national - Paris, le 1^{er} décembre 2008

■ Évaluation à l'école primaire: une concurrence « contrôlée » des écoles ?

Contrairement à ce que le ministre de l'Éducation nationale avait annoncé le nouveau système d'évaluation prévoit une mise en concurrence des écoles. C'est un document ministériel de présentation du dispositif communiqué aux Inspecteurs d'Académie que le SNUipp s'est procuré qui l'indique.

En effet parmi les objectifs et finalités assignés à cette nouvelle évaluation, figure le point suivant : « donner toutes les informations aux parents en évitant une mise en concurrence incontrôlée des écoles »*. Quelques pages plus loin le document annonce la communication orale et écrite des résultats des écoles. Cette publication conduit dans les faits à mettre en place une mise en concurrence « contrôlée » des écoles.

Si le SNUipp est favorable à la mise à disposition des équipes d'outils d'évaluation qui visent à faire progresser les élèves et qui aident à la communication avec les parents d'élèves, il rappelle son opposition totale à la publication des résultats école par école : le faible nombre d'élèves concernés dans de très nombreuses écoles comme la multiplicité des facteurs à analyser (environnement social, rôle de l'enseignant et de l'équipe pédagogique, activités périscolaires, facteurs individuels,...) rendent extrêmement complexe toute interprétation des résultats. Cette publication provoquerait en outre une concurrence entre écoles et introduirait une logique de marché dont les conséquences seraient défavorables à l'ensemble des élèves. Elle remettrait en cause un des fondements de l'école publique. La mixité sociale et le brassage constituent des garanties pour une meilleure réussite des élèves.

Le SNUipp dénonce le double langage ministériel et la succession d'annonces contradictoires qui visent à créer un climat de trouble et d'incertitude dans les écoles élémentaires et maternelles. Il rappelle que les enseignants des écoles informent très régulièrement les parents d'élèves des résultats de leurs enfants. C'est ce travail continu d'évaluation, d'information et de dialogue effectué tout au long de chaque année scolaire qui permet d'informer complètement les familles et de mettre en place les aides éventuellement nécessaires.

Le SNUipp proposera dans les jours qui viennent à ses partenaires de prendre toutes les initiatives nécessaires pour obtenir du ministère qu'il renonce à la publication des résultats école par école.

Communiqué de presse – SNUipp national - Paris, le 1^{er} décembre 2008

Pas de réponse directement à ce mail mais à snu38@snuipp.fr